

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin](#)[Registre de copies de lettres envoyées_CNAM FG 15 \(2\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Charles Ernest Langlois, 27 février 1849](#)

Jean-Baptiste André Godin à Charles Ernest Langlois, 27 février 1849

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

3 Fichier(s)

Les relations du document

Collection Correspondant.e.s

[Degon](#) est cité(e) dans cette lettre

[Langlois, Charles Ernest \(1812-1881\)](#) est destinataire de cette lettre

[Oudin-Leclère, Louis \(1803-1885\)](#) est cité(e) dans cette lettre

[Afficher la visualisation des relations de la notice.](#)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (2)

Collation 3 p. (307, 308, 309)

Nature du document Copie manuscrite

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Charles Ernest Langlois, 27 février 1849, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 25/12/2025 sur la plate-forme EMAN : <https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/26909>

Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e[Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction[27 février 1849](#)

Lieu de rédactionGuise (Aisne)

Destinataire

[Langlois, Charles Ernest \(1812-1881\)](#)

Lieu de destinationLaon (Aisne)

Description

RésuméGodin informe Langlois qu'Oudin-Leclère lui a envoyé le jugement avec les pièces relatives à l'appel interjeté. Il explique à Langlois les raisons de son appel. Des charges graves pèsent sur Degon : il a été employé dans les Fonderies et manufactures de Guise, il a embauché des ouvriers expérimentés de Godin, « mais une puissance occulte a jusqu'ici travaillé à me faire échouer dans cette affaire ». Malgré une expertise indigne, le tribunal a condamné Degon, mais Godin considère que le jugement est une transaction. En août 1846, il a fait constater par un huissier les marchandises qui se trouvaient dans les ateliers de Degon : 1 petit poêle, 32 petites cuisinières, 10 petites cuisinières en construction, 1 grande cuisinière et les 3 modèles servant à la fabrication. Au mois d'octobre 1846, voyant que Degon continuait à construire, il a fait saisir la marchandise dans ses ateliers : 2 poêles, 56 petites cuisinières et 6 grandes cuisinières d'un montant global de 3 748 F. Comme Degon se mit à contrefaire un nouveau brevet, Godin a commandé une nouvelle saisie de marchandises en mars 1847 pour un montant de 3 528 F. Le tribunal a accordé à Godin la somme ridicule de 900 F de dommages et intérêts, sans prononcer la confiscation des marchandises contrefaites et des six modèles ayant servi à les fabriquer. Godin estime que Degon a fait au moins 8 000 F de bénéfices.

Mots-clés

[Brevets d'invention](#), [Contrefaçon](#), [Critiques](#), [Finances d'entreprise](#), [Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Degon \[monsieur\]](#)
- [Oudin-Leclère, Louis \(1803-1885\)](#)

Lieux cités[Vervins \(Aisne\)](#)

Informations biographiques sur les

correspondant·es et les personnes citées

NomDegon

GenreHomme

Pays d'origineInconnu

ActivitéInconnue

BiographieRéside à Esquéhéries (Aisne) en 1857. Il a peut-être un lien de parenté avec Marie Joséphe Florentine Degon (1794-1867), native d'Esquéhéries et épouse du père de Jean-Baptiste André Godin.

NomLanglois, Charles Ernest (1812-1881)

GenreHomme

Pays d'origineFrance

ActivitéDroit/Justice

BiographieAvocat français né vers 1813 à Paris et décédé en 1881 à Laon (Aisne). Avocat à Laon au milieu du XIXe siècle et bâtonnier de l'ordre des avocats de Laon.

NomOudin-Leclère, Louis (1803-1885)

GenreHomme

Pays d'origineInconnu

ActivitéDroit/Justice

BiographieAvocat français né en 1803 à Froidmont-Cohartille (Aisne) et décédé en 1885 à Vervins (Aisne). Louis Onésime Victor Oudin est l'époux de Rose Madeleine Leclère. Son patronyme d'usage est Oudin-Leclère. Avoué à Vervins (Aisne) au XIXe siècle. Son nom est parfois orthographié « Houdin » ou « Oudin-Leclerre » par Jean-Baptiste André Godin.

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 29/06/2022

Dernière modification le 19/09/2025

1849

Raven

307

février 24

Monsieur Langlois

Je me suis enfin avisé de vous écrire qui vous
a envoyé le jugement avec les pièces qui
concernent mon affaire je m'empresse donc de
~~vous~~ vous prier de nouveau d'examiner
seriemment cette affaire et de donner
une prompte solution car le plus signalé
des services que j'attends de vous dans cette
affaire.

Le contrefacteur que je poursuis est sous
le poids des charges les plus graves qui se
présentent en pareille matière car il a
été employé dans mes ateliers et s'est emparé
de mes secrets ouvriers pour me contrefaire
mais une puissante oute a jusqu'ici travaillé
à me faire échouer dans cette affaire une
expertise indigne de ce nom a contribué à
embrouiller la chose dans avoir pu pourtant
empêcher le tribunal de servir de condamner
mon adversaire mais cette condamnation
equivaut à une transaction voire pourquoi

au mois d'août 1846 je fis dresser la
description par huissier des objets trouvés
contrefaits dans les ateliers de sieur Dagon
en vertu d'un de mes brevets de 1841 et 1842
après procès verbal et constat alors sur lui

1 petit poêle

32 petites cuisinières

10 id en construction

1 grande cuisinière et

les 3 modèles qui avaient servi à fabriquer
au mois d'octobre suivant voyant que mon
contrefacteur continuait sa fabrication avec
plus de suite et que la vente qu'il faisait
de ses produits contrefaits me faisait au

Tout considérable je me suis vu à
 faire approuver la saisie des instruments
 servant à la fabrication ainsi que des
 objets contrefaits il fut encore trouvé
^{chez lui} malgré la vente qu'il n'avait cessé de faire
 les objets suivants dont je porte les prix
 suivant un tarif en contrefaçon.

2 poils à charbon des petite poils à fe	62	86
56 poils appellés petites cuisinières à fe	56	3136
6 grandes cuisinières avec chaudière à fe	44	528
ce qui faisait pour la somme de f		3748.

en apparaissant contrefaits il y avait ensuite
 les 3 moindres servant à la fabrication le contrefaçon
 fut constitué gardien de cette saisie mais bien
 vite arrêté dans l'avidité qu'il avait de me
 contrefaire il s'empressa de contrefaire encore
 un nouveau brevet que je remis de premier
 je fis donc au mois de mars suivant 1844
 une nouvelle saisie chez lui afin de constater
 les nouvelles contrefaçons et pour constituer un
 gardien afin d'empêcher la vente et la fabrication
 sur lesquelles ma première saisie n'avait rien
 fait le procès verbal de recensement constate la
 disparition d'un certain nombre d'objets saisis
 en 1844 mais on y a trouvé les nouveaux
 objets dont le détail suit

19 nouveaux poils	à fe	62	1198
15 semblables incrustés			630
13 petites cuisinières en construction		56	700
4 cuisinières sur la nouvelle contrefaçon			
11 forges	à	fe	102 1500
320 pièces supplémentaires qui sont négligées			
déterminer	total	fe	3528

le montant de ces deux saisies s'élève donc
 au moins à fr 42 76 fran
 pour les objets distincts au contraire
 mais ces saisies ont été établies ^{en outre} que le sieur Digon
 avait ses modèles en contrefaçon des mes
 brevets qui sont les instruments servant à
 constater les contrefaçons. ^{qui ont la part la plus importante} Le Tribunal de ^{la} Seine
 n'ayant pas compris cela a prétendu
 libérer à mon égard le contrefacteur en
 maintenant la somme ridicule de 900 francs
 à titre de dommages et intérêts et pour
 tenir lieu de représentation des objets saisis &
 la loi est expresse la confiscation des
 objets saisis doit être prononcée et un tribunal
 ne peut autoriser un contrefacteur à restituer
 détenu des objets qui ont fait le sujet de
 poursuites contre lui est ce qui joint
 à l'insuffisance des dommages et intérêts a
 fait le sujet de mon appel
 le contrefacteur qui s'est joué de mes saisies
 puisqu'il a tenu sans effet la dernière a force
 de menace contre le gardien a fait environ
 8 mille francs de bénéfice en me contrefaisant
 vous voyez que le jugement de vosse ne serait
 qu'une faible entrave à ses profits
 veuillez m'écrire quand je dois aller à Paris
 pour vous voir et me dire les points sur lesquels
 il vous faut des ^{particuliers} renseignements
 et veuillez agréer M^r m^r & J